

Au Québec, le gouvernement Legault complice des génocidaires sionistes à Gaza

mercredi 28 février 2024, par [BERGERON Yves](#) (Date de rédaction antérieure : 27 février 2024).

Québec solidaire, par l'entremise de Ruba Ghazal et d'Haroun Bouazzi, a réagit à l'offensive criminelle d'Israël à Gaza en demandant au gouvernement Legault d'exiger un cessez-le-feu. Les représentant.e.s de la formation de gauche ont aussi exigé la fermeture du bureau du Québec à Tel-Aviv en déposant une pétition de plus de 12 000 signataires. Rien n'y fit. La CAQ et ses ministres se positionnent ainsi comme les complices d'Israël et de ses exactions.

Pour toute réponse, le premier ministre a réitéré le suspect « droit d'Israël de se défendre », songe à interdire les manifestations de soutien à la cause palestinienne et vote [contre la motion présentée par QS](#). Il avait auparavant fait fi d'une initiative du gouvernement Trudeau d'exiger un cessez-le-feu immédiat à Gaza et s'aligne sur la position du gouvernement d'extrême droite qui dirige Israël et sa guerre.

La ministre des Relations internationales, Martine Biron, ex-journaliste à Radio-Canada, plaide en faveur d'une présence québécoise en Israël et que le Québec « doit avoir une porte d'entrée sur la région du Moyen-Orient ». Cette parade est suspecte puisque [le site web](#) de l'organisme ne mentionne aucunement l'intérêt pour les pays voisins d'Israël et présente la mission du « Bureau du Québec à Tel-Aviv que représente le Québec en Israël auprès de partenaires gouvernementaux, institutionnels, économiques, culturels et universitaires. » Rien sur la mission de l'organisme dans la région du Proche-Orient. Bref, la ministre Biron nous mène en bateau. [L'ouverture du bureau du Québec a été repoussée](#) en raison du conflit et ses activités se tiennent [à partir de Montréal](#) d'ici à ce que la guerre à Gaza se termine.

Le premier ministre a déjà [qualifié](#) les manifs de soutien au peuple palestinien de « honteuses et inqualifiables ». Justin Trudeau est sur la même longueur d'onde lorsqu'il est temps des 2 poids 2 mesures entre Israël qui a droit de se défendre et le la Palestine qui est menée par une organisation dite « terroriste ». Selon Legault, la manifestation pro-Palestine visait à « célébrer ou supposément justifier l'assassinat de civils ». Par contre, toute la sympathie des élu.e.s caquistes va à Israël. Le ministre [Le ministre François-Philippe Champagne](#) était présent à la manifestation d'appui à Israël le 10 octobre dernier. [La ministre de l'Enseignement supérieur Pascale Dery se disait](#) « fière que mon gouvernement soit aux côtés de la communauté juive et des Israéliens ». Le lobby sioniste comme le Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA) et le B'nai Brith s'en réjouit, condamne Québec solidaire et [refuse de qualifier l'opération militaire à Gaza de génocide](#).

Voix juives indépendantes, un organisme qui s'oppose au sionisme [a déjà dénoncé](#) François Legault et son gouvernement lors du débat sur [la controversée définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste](#)] (IHRA) selon laquelle toute critique d'Israël et/ou du sionisme représente des actes antisémites. [Or, le ministre du Développement durable et de l'Environnement Benoit Charette est auréolé](#) par le lobby sioniste lorsqu'il accepte la définition de

l'antisémitisme de l'IHRA à titre de ministre responsable de la lutte au racisme. On constate donc de nombreux liens et la proximité politique entre le gouvernement Legault et la mouvance sioniste. De droites de plus en plus dures pour ne pas dire les extrêmes dans le cas de plusieurs ministres du gouvernement Netanyahu. Des droites qui ont en commun la capacité de nier l'évidence qu'un génocide est en cours à Gaza, que le but d'Israël est de « nettoyer » la Palestine et d'en prendre le contrôle total.

Les gouvernements des pays impérialistes s'entendent pour un soutien presque inconditionnel à Israël. En 2015, la campagne BDS a été [interdite en France](#). Au Canada, on refuse (simplement de se joindre à la campagne. À l'époque (février 2016) Stéphane Dion (Libéral) qualifiait « le BDS de forme de discrimination tout comme les boycottages qui ont ciblé les juifs au cours de l'histoire ». Le ministre des Affaires étrangères de l'époque affirmait aussi que « le monde ne gagnerait rien avec le boycottage d'Israël, mais se priverait des talents de son inventivité ». Le Canada suivait ainsi l'exemple de plusieurs États américains (New York, Pennsylvanie, Floride, Alabama, Tennessee et l'Indiana ont adopté des résolutions anti-BDS) et européens qui interdisent les tentatives de boycottage d'Israël. Et l'accueil de réfugié.e.s palestiniens se fait au compte-gouttes alors que les réfugiés ukrainien.ne.s entrent par milliers. Un autre exemple des deux poids deux mesures dans ce dossier.

Le gouvernement Netanyahu peut ainsi commettre les pires exactions sans craindre la moindre conséquence grâce au silence complice de gouvernement comme celui de François Legault. Les récentes décisions de la Cour internationale de justice en sont une illustration. Malgré ses recommandations, Israël maintient ses opérations génocidaires. Plusieurs gouvernements. Sous la pression populaire, ils demandent du bout des lèvres de tempérer les opérations, de permettre aux civils de se mettre à l'abri. Rien n'y fait, le gouvernement Netanyahu fait la sourde oreille et ira jusqu'au bout.

L'appui à la lutte des Palestinien.ne.s s'annonce difficile dans ce contexte. Mais l'appui populaire contre le génocide à Gaza demeure important. Le mouvement de solidarité se poursuit. Québec solidaire et les autres partis d'opposition doivent maintenir la pression sur le gouvernement Legault pour la fermeture du bureau du Québec à Tel-Aviv et exiger un cessez-le-feu immédiat.

Yves Bergeron

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi à gauche !

<https://www.pressegauche.org/Le-gouvernement-Legault-complice-des-genocidaires-sionistes-a-Gaza>